

Congrès FSU : Appel à voter Front Unique

Dans l'ESR comme-dans toute la fonction publique, l'objectif du gouvernement Macron est de détruire le statut de la fonction publique.

Pour avancer vers cet objectif avant la fin du quinquennat, il a besoin que les dirigeants des syndicats participent à sa « Conférence salariale de la FP ».

Défendre les fonctionnaires impose d'affronter le gouvernement.

La direction de la FSU doit rompre la concertation avec lui et quitter, sans délai, sa « conférence salariale » !

A ce jour, les syndiqués de la FSU ne trouveront aucune information sur les objectifs de la conférence salariale convoquée par la ministre de la FP, dans la presse de leur fédération FSU ou de leur syndicat. Pourtant ces objectifs ne souffrent d'aucune ambiguïté !

Selon la ministre De Montchalin elle-même, il s'agit de « *porter un diagnostic transparent* » et des propositions pour réformer « *un système de rémunérations et de progression des carrières à bout de souffle* », sur la base de « *la rupture assumée avec les augmentations générales du point d'indice [...] à la fois inévitables et coûteuses* ».

Le gouvernement veut en finir avec la grille unique des rémunérations, **individualiser** les salaires selon les fonctions et la manière de « servir », et, plus fondamentalement, remettre en cause l'existence des corps à travers la transformation de la fonction publique de carrière en fonction publique d'emplois ! Il s'agit d'aller au-delà système indemnitaire déjà mise en œuvre dans l'ESR avec le RIFSEEP, pour les techniciens et ingénieurs..., ou le RIPEC qu'un projet de décret de la LPR prévoit d'instaurer pour les chercheurs et enseignants chercheurs (composé de 3 composantes socle, fonction et engagement personnel) dont aucune n'est arrimée au point d'indice ; En finir avec le système indiciaire pour faire baisser la masse salariale fonction publique ; En finir avec des carrières basées sur l'avancement à l'ancienneté et les promotions. Place aux bourses de l'emploi public, aux fiches de postes et au CV, place à la contractualisation des rapports sur une base individuelle et à la mise en place d'un management dit au mérite.

Le secrétaire fédéral, B.Teste, dans l'éditorial de *Pour* d'octobre, ne se trompe pas lorsqu'il écrit : « **Le gel de la valeur du point d'indice est en outre destructeur de la notion même de carrière quand le traitement qui est censé être « principal » tend à devenir accessoire au bénéfice de régimes indemnitaires beaucoup plus aléatoires** ». Mais il écrit, deux phrases plus loin : « *ce sera un enjeu dans le cadre du débat électoral* ». Mais c'est aujourd'hui que l'offensive est menée à travers la « conférence salariale » ! « Débat électoral » ou « journées d'action » ont pour fonction de cacher aux syndiqués la réalité de ce qui se trame dans la conférence avec la caution de nos représentants.

L'inflation connaît un rebond spectaculaire qui accentue la perte du pouvoir d'achat des fonctionnaires. Que les représentants syndicaux osent participer à une conférence dite salariale qui fait du blocage, *ad vitam æternam*, du point d'indice un axe intangible est proprement scandaleux ! Raison de plus pour leur imposer de quitter cette conférence et d'exiger la défense de notre revendication du dégel avec une massive augmentation conséquente du point d'indice.

La persévérance de la direction de la FSU à accompagner les contre-réformes, via le dialogue social, se décline aussi dans ses syndicats nationaux.

Dans l'ESR, les décrets d'application de la LPR tombent en rafale : multiplication des contrats précaires, salaire au mérite, Ils défilent dans les instances de dialogue social (CNESER, Comités Techniques, réunion bilatérales avec les organisations syndicales, ...) sans que les directions syndicales ne lèvent le petit doigt. Elles s'offusquent tout au plus du train d'enfer auquel le gouvernement les soumet et qui les empêche de « travailler » ces textes, mais la plupart passent dans le silence le plus total.

Dans la lignée des objectifs du gouvernement, un récent rapport de la cour des comptes soulève l'indignation : fusion des corps des chercheurs et des enseignants chercheurs afin que l'université devienne l'unique employeur. Les universités devraient bénéficier d'une autonomie totale et pouvoir maîtriser l'ensemble de la gestion des personnels (recrutement, promotions, primes, ...) ce qui passe par une réforme du CNU. Ce rapport préconise que les organismes deviennent des agences de moyens et leur fusion avec l'ANR.

C'est la logique de la LPR – qui obtient un satisfecit de la cour des comptes- et de ses décrets.

L'un des derniers en date concerne l'HCERES. Il prévoit de faire passer sous sa coupe l'évaluation des labos, des formations, des personnels, et serait le gardien de l'« *intégrité scientifique* ». Son président, en accord total avec ce rapport de la cour des comptes, a déclaré que cette évaluation – sur la base des objectifs gouvernementaux- devrait déterminer les allocations de moyens. Avec cette véritable « évaluation-sanction », il s'agit de mettre au pas l'ESR et lui faire accepter des transformations qui conduiraient à sa destruction et à celle des statuts de ses personnels. Les organisations syndicales de l'ESR n'en disent mot. C'est inacceptable ! Ils doivent rompre ce silence complice, quitter ses instances qui valident ces projets de décrets, et en exiger le retrait. C'est la condition première pour ouvrir une perspective de mobilisation dans l'ESR contre ces plans destructeurs.

Le projet de budget 2022, quant à lui, se situe totalement dans l'objectif de réduction massive des dépenses publiques (hors police et armée !). Il tourne le dos aussi bien aux besoins des personnels – en nombre, en formation comme en rémunération – qu'à ceux de la majorité de la population et plus particulièrement de la jeunesse.

La situation dans les universités, déjà dramatique pour les étudiants, va encore s'aggraver. Le recrutement d'enseignants titulaires est à l'arrêt, et les contractuels sont en passe de devenir majoritaires parmi les personnels.

Pour notre fédération l'heure n'est pas à on ne sait trop quel débat électoral ! Elle est au combat pour la défense du statut et contre ce budget de misère. Pour cela une urgence : rompre le dialogue social.

En particulier il est tout à fait décisif :

D'informer pleinement et sans délai les collègues du contenu mortifère des projets gouvernementaux portés dans la Conférence salariale de la FP.

En conséquence de se retirer de cette conférence et appeler les autres fédérations à faire de même.

Préparer et organiser l'affrontement avec le gouvernement contre le projet de budget 2022.

C'est ce combat dont les représentants du courant *Front Unique* seront porteurs dans toutes les instances de la FSU comme aux prochains congrès (départementaux et national).

Du 4 au 25 novembre, renforcez notre combat en votant Front Unique !

Pour prendre connaissance de l'ensemble des positions de notre courant dans la FSU rendez vous sur le lien www.frontunique.com, qui contient notamment une rubrique Enseignement Supérieur et Recherche